

COUR DE CASSATION

Audience publique du 29 janvier 2013

Radiation

M. TERRIER, président

Arrêt n° 93 F-D

Pourvoi n° T 12-16.969

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE,
a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur le pourvoi formé par M. Michel Tarin,
domicilié Chavagnes, 44119 Treillières,

contre l'ordonnance n° 11/00091 rendue le 18 janvier 2012 par le juge de
l'expropriation du département de Loire-Atlantique siégeant au tribunal de
grande instance de Nantes, dans le litige l'opposant à la société Aéroports
du Grand-Ouest, société par actions simplifiée, dont le siège est Aéroport
Nantes-Atlantique, 44346 Bouguenais cedex,

défenderesse à la cassation ;

Le demandeur invoque, à l'appui de son pourvoi, les
trois moyens de cassation annexés au présent arrêt ;

Vu la communication faite au procureur général ;

LA COUR, en l'audience publique du 11 décembre 2012, où étaient présents : M. Terrier, président, M. Mas, conseiller doyen rapporteur, M. Pronier, conseiller, Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, Mme Berdeaux, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Mas, conseiller doyen, les observations de la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat de M. Tarin, de la SCP Nicolaÿ, de Lanouvelle et Hannotin, avocat de la société Aéroports du Grand-Ouest, l'avis de Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, auquel les parties, invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que M. Tarin a formé un pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation du 18 janvier 2012 par laquelle le juge de l'expropriation du département de Loire-Atlantique a ordonné le transfert, au profit de la société Concessionnaire "Aéroports du Grand-Ouest" agissant pour le compte de l'Etat, de la propriété de parcelles lui appartenant ;

Sur le premier moyen, ci-après annexé :

Attendu que le moyen tiré d'une cassation par voie de conséquence de l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation, sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue, est, du fait du non-lieu à transmission de la question préjudicielle visant l'inconstitutionnalité de ce texte prononcé par arrêt du 10 juillet 2012, devenu sans objet ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que le demandeur sollicite l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par voie de conséquence de l'annulation par la juridiction administrative de l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011 ;

Attendu que la solution de ce recours administratif commandant l'examen du premier moyen du pourvoi et aucune décision irrévocable en ce qui le concerne n'ayant été portée à la connaissance de la cour de cassation, il y a lieu de radier l'affaire ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que le pourvoi n° T12 16.969 sera radié ;

Dit qu'il sera rétabli au rang des affaires à juger, à la requête, adressée au président de la troisième chambre civile, par la partie la plus diligente, notifiée par celle-ci aux autres parties et après production de la décision irrévocable intervenue sur le recours formé devant la juridiction

administrative ou de la décision constatant le désistement de l'instance dont a été saisie cette juridiction ;

Réserve les dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf janvier deux mille treize.

MOYENS ANNEXES au présent arrêt

Moyens produits par la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat aux Conseils pour M. Tarin

PREMIER MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. TARIN ;

ALORS QUE l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue et qui ne manquera d'être déclarée contraire tant à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qu'aux articles 2 et 17 de la même Déclaration, entraînera l'annulation de ladite ordonnance pour perte de fondement juridique ;

DEUXIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. TARIN ;

AU VISA de : « l'arrêté du 13 septembre 2011 du Préfet de la Région des pays de la Loire, Préfet de Loire Atlantique ayant déclaré cessibles immédiatement pour cause d'utilité publique, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers sis sur les communes de Faye de Bretagne, Grand champs des Fontaines, Malville, Notre Dame des Landes, Treillières et Vigneux de Bretagne, désignés sur l'état parcellaire annexé audit arrêté » ;

ALORS QUE l'annulation à intervenir l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011, lequel a été frappé d'un recours pour excès de pouvoir actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Nantes (Production n° 1), privera l'ordonnance attaquée de base légale et entraînera, par voie de conséquence, son annulation en application des articles L. 11-8 et L. 12-1 du code de l'expropriation ;

TROISIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. TARIN ;

AU VISA de :

« Vu le registre d'enquête parcellaire coté et paraphé, ouvert à la mairie de Grandchamp des Fontaines le 24 novembre 2010 et clôturé le 10 décembre 2010 à 12 h pour recevoir les observations du public pendant la durée de l'enquête, du 24 novembre 2010 au 10 décembre 2010, la commission d'enquête assurant une permanence le 1er décembre de 9h à 12h ;

(...)

Vu les conclusions du 24 janvier 2011 de la commission d'enquête, contenant son avis favorable ».

ALORS QUE l'article 12-1 du Code de l'expropriation prévoit que l'ordonnance d'expropriation est rendue au vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le Code de l'expropriation ont été accomplies et que l'article R. 12-1-5° dudit Code dispose que le Préfet transmet au juge de l'expropriation le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire de sorte que l'ordonnance contestée, qui ne vise, ni ne constate que le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire figure au titre des pièces transmises au juge de l'expropriation, a été rendue en méconnaissance de ces dispositions et encourt l'annulation pour vice de forme.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 29 janvier 2013

Radiation

M. TERRIER, président

Arrêt n° 92 F-D

Pourvoi n° S 12-16.968

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

A U N O M D U P E U P L E F R A N Ç A I S

LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE,
a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur le pourvoi formé par :

1°/ M. Alain Gerbaud, domicilié 2 chemin des Ecoliers, 44360
Le Temple-de-Bretagne,

2°/ M. Bernard Jochaud, domicilié Le Friche Blanc, 44130
Bouvron,

contre l'ordonnance n° 11/00097 rendue le 18 janvier 2012 par le juge de
l'expropriation du département de Loire-Atlantique, siégeant au tribunal de
grande instance de Nantes, dans le litige les opposant à la société Aéroports
du Grand-Ouest, société par actions simplifiée, dont le siège est Aéroport
Nantes-Atlantique, 44346 Bouguenais cedex,

défenderesse à la cassation ;

Les demandeurs invoquent, à l'appui de leur pourvoi, les trois moyens de cassation annexés au présent arrêt ;

Vu la communication faite au procureur général ;

LA COUR, en l'audience publique du 11 décembre 2012, où étaient présents : M. Terrier, président, M. Mas, conseiller doyen rapporteur, M. Pronier, conseiller, Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, Mme Berdeaux, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Mas, conseiller doyen, les observations de la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat de MM. Gerbaud et Jochaud, de la SCP Nicolaÿ, de Lanouvelle et Hannotin, avocat de la société Aéroports du Grand-Ouest, l'avis de Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, auquel les parties, invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que M. Gerbaud et M. Jochaud ont formé un pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation du 18 janvier 2012 par laquelle le juge de l'expropriation du département de Loire-Atlantique a ordonné le transfert, au profit de la Société Concessionnaire "Aéroport du Grand Ouest" agissant pour le compte de l'Etat, de la propriété de parcelles leur appartenant ;

Sur le premier moyen, ci-après annexé :

Attendu que le moyen tiré d'une cassation par voie de conséquence de l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation, sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue, est, du fait du non-lieu à transmission de la question préjudicielle visant l'inconstitutionnalité de ce texte prononcé par arrêt du 10 juillet 2012, devenu sans objet ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les demandeurs sollicitent l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par voie de conséquence de l'annulation par la juridiction administrative de l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011 ;

Attendu que la solution de ce recours administratif commandant l'examen du premier moyen du pourvoi et aucune décision irrévocable en ce qui le concerne n'ayant été portée à la connaissance de la Cour de cassation, il y a lieu de radier l'affaire ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que le pourvoi n° S 12-16.968 sera radié ;

Dit qu'il sera rétabli au rang des affaires à juger, à la requête, adressée au président de la troisième chambre civile, par la partie la plus diligente, notifiée par celle-ci aux autres parties et après production de la décision irrévocable intervenue sur le recours formé devant la juridiction administrative ou de la décision constatant le désistement de l'instance dont a été saisie cette juridiction ;

Réserve les dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf janvier deux mille treize.

Moyens produits par la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat aux Conseils, pour MM. Gerbaud et Jochaud

PREMIER MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à MM. GERBAUD et JOCHAUD

ALORS QUE l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue et qui ne manquera d'être déclarée contraire tant à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qu'aux articles 2 et 17 de la même Déclaration, entraînera l'annulation de ladite ordonnance pour perte de fondement juridique.

DEUXIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à MM. GERBAUD et JOCHAUD

AU VISA de : « l'arrêté du 13 septembre 2011 du Préfet de la Région des pays de la Loire, Préfet de Loire Atlantique ayant déclaré cessibles immédiatement pour cause d'utilité publique, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers sis sur les communes de Faye de Bretagne, Grand champs des Fontaines, Malville, Notre Dame des Landes, Treillières et Vigneux de Bretagne, désignés sur l'état parcellaire annexé audit arrêté » ;

ALORS QUE l'annulation à intervenir l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011, lequel a été frappé d'un recours pour excès de pouvoir actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Nantes (Production n° 1), privera l'ordonnance attaquée de base légale et entraînera, par voie de conséquence, son annulation en application des articles L. 11-8 et L. 12-1 du code de l'expropriation.

TROISIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à MM. GERBAUD et JOCHAUD

AU VISA de :

« Vu le registre d'enquête parcellaire coté et paraphé, ouvert à la mairie de Faye de Bretagne et clôturé le 10 décembre 2010 à 12 h pour recevoir les observations du public pendant la durée de l'enquête, du 24 novembre 2010 au 10 décembre 2010, la commission d'enquête assurant une permanence le 24 novembre de 9h à 12h ;

(...)

Vu les conclusions du 24 janvier 2011 de la commission d'enquête, contenant son avis favorable ».

ALORS QUE l'article 12-1 du Code de l'expropriation prévoit que l'ordonnance d'expropriation est rendue au vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le Code de l'expropriation ont été accomplies et que l'article R. 12-1-5° dudit Code dispose que le Préfet transmet au juge de l'expropriation le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire de sorte que l'ordonnance contestée, qui ne vise, ni ne constate que le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire figure au titre des pièces transmises au juge de l'expropriation, a été rendue en méconnaissance de ces dispositions et encourt l'annulation pour vice de forme.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 29 janvier 2013

Radiation

M. TERRIER, président

Arrêt n° 91 F-D

Pourvoi n° R 12-16.967

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

A U N O M D U P E U P L E F R A N Ç A I S

LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE,
a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur le pourvoi formé par :

1°/ M. Paul Fortun,

2°/ Mme Bernadette Chevalier épouse Fortun,

domiciliés tous deux Beaulieu, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

contre l'ordonnance n° 11/00094 rendue le 18 janvier 2012 par le juge de
l'expropriation du département de Loire-Atlantique, siégeant au tribunal de
grande instance de Nantes, dans le litige les opposant à la société Aéroports
du Grand Ouest, société par actions simplifiée, dont le siège est Aéroport
Nantes-Atlantique, 44346 Bouguenais cedex,

défenderesse à la cassation ;

Les demandeurs invoquent, à l'appui de leur pourvoi, les trois moyens de cassation annexés au présent arrêt ;

Vu la communication faite au procureur général ;

LA COUR, en l'audience publique du 11 décembre 2012, où étaient présents : M. Terrier, président, M. Mas, conseiller doyen rapporteur, M. Pronier, conseiller, Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, Mme Berdeaux, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Mas, conseiller doyen, les observations de la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat de M. et Mme Fortun, de la SCP Nicolaÿ, de Lanouvelle et Hannotin, avocat de la société Aéroports du Grand Ouest, l'avis de Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, auquel les parties, invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que les époux Fortun ont formé un pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation du 18 janvier 2012 par laquelle le juge de l'expropriation du département de Loire-Atlantique a ordonné le transfert, au profit de la société concessionnaire Aéroports du Grand Ouest agissant pour le compte de l'Etat, de la propriété de parcelles leur appartenant ;

Sur le premier moyen, ci-après annexé :

Attendu que le moyen tiré d'une cassation par voie de conséquence de l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue est, du fait du non-lieu à transmission de la question préjudicielle visant l'inconstitutionnalité de ce texte, prononcé par arrêt du 10 juillet 2012, devenu sans objet ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les demandeurs sollicitent l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par voie de conséquence de l'annulation par la juridiction administrative de l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011 ;

Attendu que la solution de ce recours administratif commandant l'examen du premier moyen du pourvoi et aucune décision irrévocable en ce qui le concerne n'ayant été portée à la connaissance de la Cour de cassation, il y a lieu de radier l'affaire ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que le pourvoi n° R 12-16.967 sera radié ;

Dit qu'il sera rétabli au rang des affaires à juger, à la requête, adressée au président de la troisième chambre civile, par la partie la plus diligente, notifiée par celle-ci aux autres parties et après production de la décision irrévocable intervenue sur le recours formé devant la juridiction administrative ou de la décision constatant le désistement de l'instance dont a été saisie cette juridiction ;

Réserve les dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf janvier deux mille treize.

MOYENS ANNEXES au présent arrêt

Moyens produits par la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat aux Conseils, pour M. et Mme Fortun.

PREMIER MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN ;

ALORS QUE l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue et qui ne manquera d'être déclarée contraire tant à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qu'aux articles 2 et 17 de la même Déclaration, entraînera l'annulation de ladite ordonnance pour perte de fondement juridique.

DEUXIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN ;

AU VISA de : « l'arrêté du 13 septembre 2011 du Préfet de la Région des pays de la Loire, Préfet de Loire Atlantique ayant déclaré cessibles immédiatement pour cause d'utilité publique, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers sis sur les communes de Faye de Bretagne, Grandchamps des Fontaines, Malville, Notre Dame des Landes, Treillières et Vigneux de Bretagne, désignés sur l'état parcellaire annexé audit arrêté » ;

ALORS QUE l'annulation à intervenir l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011, lequel a été frappé d'un recours pour excès de pouvoir actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Nantes (Production n° 1), privera l'ordonnance attaquée de base légale et entraînera, par voie de conséquence, son annulation en application des articles L. 11-8 et L. 12-1 du code de l'expropriation.

TROISIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN

AU VISA de :

« Vu le registre d'enquête parcellaire coté et paraphé, ouvert à la mairie de Vigneux de Bretagne le 24 novembre 2010 et clôturé le 10 décembre 2010 à 12h pour recevoir les observations du public pendant la durée de l'enquête, du 24 novembre 2010 au 10 décembre 2010, la commission d'enquête assurant une permanence le 3 décembre de 14h à 17h ;
(...)

Vu les conclusions du 24 janvier 2011 de la commission d'enquête, contenant son avis favorable ».

ALORS QUE l'article L. 12-1 du Code de l'expropriation prévoit que l'ordonnance d'expropriation est rendue au vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le Code de l'expropriation ont été accomplies et que l'article R. 12-1-5° dudit Code dispose que le Préfet transmet au juge de l'expropriation le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire de sorte que l'ordonnance contestée, qui ne vise, ni ne constate que le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire figure au titre des pièces transmises au juge de l'expropriation, a été rendue en méconnaissance de ces dispositions et encourt l'annulation pour vice de forme.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 29 janvier 2013

Radiation

M. TERRIER, président

Arrêt n° 90 F-D

Pourvoi n° Q 12-16.966

R É P U B L I Q U E F R A N Ç A I S E

A U N O M D U P E U P L E F R A N Ç A I S

LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE,
a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur le pourvoi formé par :

1°/ Mme Bernadette Chevalier, épouse Fortun,

2°/ M. Paul Fortun,

tous deux domiciliés Beaulieu, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

3°/ M. Bernard Eon,

4°/ Mme Georgette Le Roy, épouse Ecoi,

tous deux domiciliés Le Breheret, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

5°/ M. Guy Menet, domicilié La Pruche, 44360
Vigneux-de-Bretagne,

contre l'ordonnance n° 11/00090 rendue le 18 janvier 2012 par le juge de l'expropriation du département de Loire Atlantique, siégeant au tribunal de grande instance de Nantes, dans le litige les opposant à la société Aéroport du Grand-Ouest, société par actions simplifiée, dont le siège est Aéroport Nantes Atlantique, 44346 Bouguenais cedex,

défenderesse à la cassation ;

Les demandeurs invoquent, à l'appui de leur pourvoi, les trois moyens de cassation annexés au présent arrêt ;

Vu la communication faite au procureur général ;

LA COUR, en l'audience publique du 11 décembre 2012, où étaient présents : M. Terrier, président, M. Mas, conseiller doyen rapporteur, M. Pronier, conseiller, Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, Mme Berdeaux, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Mas, conseiller doyen, les observations de la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat des époux Fortun, des époux Eon et de M. Menet, de la SCP Nicolaÿ, de Lanouvelle et Hannotin, avocat de la société Aéroport du Grand Ouest, l'avis de Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, auquel les parties, invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer ;

Attendu que les époux Fortun, les époux Eon et M. Menet ont formé un pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation du 18 janvier 2012 par laquelle le juge de l'expropriation du département de Loire Atlantique a ordonné le transfert, au profit de la société concessionnaire "Aéroport du Grand Ouest", agissant pour le compte de l'Etat, de la propriété de parcelles leur appartenant ;

Sur le premier moyen, ci-après annexé :

Attendu que le moyen tiré d'une cassation par voie de conséquence de l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue est, du fait du non-lieu à transmission de la question préjudicielle visant l'inconstitutionnalité de ce texte, prononcé par arrêt du 10 juillet 2012, devenu sans objet ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les demandeurs sollicitent l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par voie de conséquence de l'annulation par la juridiction administrative de l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011 ;

Attendu que la solution de ce recours administratif commandant l'examen du premier moyen du pourvoi et aucune décision irrévocable en ce qui le concerne n'ayant été portée à la connaissance de la cour de cassation, il y a lieu de radier l'affaire ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que le pourvoi n° Q 12-16.966 sera radié ;

Dit qu'il sera rétabli au rang des affaires à juger, à la requête, adressée au président de la troisième chambre civile, par la partie la plus diligente, notifiée par celle-ci aux autres parties et après production de la décision irrévocable intervenue sur le recours formé devant la juridiction administrative ou de la décision constatant le désistement de l'instance dont a été saisie cette juridiction ;

Réserve les dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf janvier deux mille treize.

MOYENS ANNEXES au présent arrêt

Moyens produits par la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat aux Conseils pour les époux Fortun, les époux Eon et M. Menet

PREMIER MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN, à M. et Mme EON et M. MENET ;

ALORS QUE l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue et qui ne manquera d'être déclarée contraire tant à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qu'aux articles 2 et 17 de la même Déclaration, entraînera l'annulation de ladite ordonnance pour perte de fondement juridique.

DEUXIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN, M. et Mme EON, M. MENET ;

AU VISA de : « l'arrêté du 13 septembre 2011 du Préfet de la Région des pays de la Loire, Préfet de Loire Atlantique ayant déclaré cessibles immédiatement pour cause d'utilité publique, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers sis sur les communes de Faye de Bretagne, Grand champs des Fontaines, Malville, Notre Dame des Landes, Treillières et Vigneux de Bretagne, désignés sur l'état parcellaire annexé audit arrêté » ;

ALORS QUE l'annulation à intervenir l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011, lequel a été frappé d'un recours pour excès de pouvoir actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Nantes (Production n°1), privera l'ordonnance attaquée de base légale et entraînera, par voie de conséquence, son annulation en application des articles L. 11-8 et L. 12-1 du code de l'expropriation.

TROISIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat les immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à M. et Mme FORTUN, M. et Mme EON, M. MENET ;

AU VISA de :

« Vu le registre d'enquête parcellaire coté et paraphé, ouvert à la mairie de Vigneux de Bretagne le 24 novembre 2010 et clôturé le 10 décembre 2010 à 12 h pour recevoir les observations du public pendant la durée de l'enquête, du 24 novembre 2010 au 10 décembre 2010, la commission d'enquête assurant une permanence le 3 décembre de 14h à 17h ;

(...)

Vu les conclusions du 24 janvier 2011 de la commission d'enquête, contenant son avis favorable ».

ALORS QUE l'article 12-1 du Code de l'expropriation prévoit que l'ordonnance d'expropriation est rendue au vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le Code de l'expropriation ont été accomplies et que l'article R. 12-1-5° dudit Code dispose que le Préfet transmet au juge de l'expropriation le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire de sorte que l'ordonnance contestée, qui ne vise, ni ne constate que le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire figure au titre des pièces transmises au juge de l'expropriation, a été rendue en méconnaissance de ces dispositions et encourt l'annulation pour vice de forme.

COUR DE CASSATION

Audience publique du 29 janvier 2013

Radiation

M. TERRIER, président

Arrêt n° 89 F-D

Pourvoi n° P 12-16.965

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

LA COUR DE CASSATION, TROISIÈME CHAMBRE CIVILE,
a rendu l'arrêt suivant :

Statuant sur le pourvoi formé par :

1°/ Mme Marie-Madeleine Blandin, épouse Garnier, domiciliée
La Gare, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

2°/ Mme Marie-Annick Abraham, épouse Bugel, domiciliée 7
rue de l'Abbé Bidet, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

3°/ Mme Marguerite Fourage, épouse Bizeul, domiciliée Les
Rochettes, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

4°/ M. Joël Bizeul, domicilié Les Rochettes,
44130 Notre-Dame-des-Landes,

5°/ Mme Bernadette Gau Jin, épouse Durand, domiciliée 4 rue
Pierre Civel, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

6°/ M. Bernard Eon, domicilié Le Breheret, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

7°/ M. Pierre Ferre, domicilié 36 rue du Petit Prince, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

8°/ M. Alphonse Fresneau, domicilié Les Domaines, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

9°/ Mme Béatrice Fresneau, épouse Aliaga Rossel, domiciliée 57 rue des Hauts Pavés, 44000 Nantes,

10°/ M. Dominique Fresneau, domicilié Le Roty du Longduc, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

11°/ M. Patrick Fresneau, domicilié 20 rue des Bruyères, 44119 Grandchamps-des-Fontaines,

12°/ M. Régis Fresneau, domicilié Toulon, 44630 Plessé,

13°/ Mme Valérie Fresneau, épouse Guitton, domiciliée 18 rue du Luxembourg, 44980 Sainte-Luce-sur-Loire,

14°/ Mme Anne Fresneau, épouse Sarzeaud, domiciliée Le Crupien, 44410 Saint-Lyphard,

15°/ Mme Marguerite Gaudin, épouse Fresneau, domiciliée 9 rue Beau Soleil, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

16°/ Mme Nathalie Fresneau, épouse Rousset, domiciliée 15 rue Gilles Gahinet, 56890 Saint-Avé,

17°/ M. Pascal Fresneau, domicilié 8 rue de la Vieille Forge, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

18°/ M. Sylvain Fresneau, domicilié Les Domaines, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

19°/ M. Jean-Paul Fortun, domicilié 5 rue du Bois Blanc, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

20°/ Mme Bernadette Chevalier, épouse Fortun, domiciliée Beaulieu, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

21°/ M. Paul Fortun, domicilié Beaulieu, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

22°/ Mme Chantal Ruiz, épouse Armenaud, domiciliée 14 avenue des Aquarelles, 44300 Nantes,

23°/ M. Daniel Le Feuvre, domicilié La Sauzaie, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

24°/ M. Robert Sotin, domicilié 35 rue de Nantes, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

25°/ Mme Sylvie Carrier, épouse Thebault, domiciliée Limimbout, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

26°/ M. Marcel Thebault, domicilié Limimbout, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

27°/ M. Bruno Viaud, domicilié Limimbout, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

28°/ Mme Denise Guillemineau, épouse Bizeul, domiciliée Les Rochettes, 44130 Notre-Dame-des-Landes,

29°/ Mme Georgette Le Roy, épouse Eon, domiciliée Le Breheret, 44360 Vigneux-de-Bretagne,

contre l'ordonnance n° 11/00089 rendue le 18 janvier 2012 par le juge de l'expropriation du département de Loire-Atlantique, siégeant au tribunal de grande instance de Nantes, dans le litige les opposant à la société Aéroports du Grand-Ouest, société par actions simplifiée, dont le siège est Aéroport Nantes-Atlantique, 44346 Bouguenais cedex,

défenderesse à la cassation ;

Les demandeurs invoquent, à l'appui de leur pourvoi, les trois moyens de cassation annexés au présent arrêt ;

Vu la communication faite au procureur général ;

LA COUR, en l'audience publique du 11 décembre 2012, où étaient présents : M. Terrier, président, M. Mas, conseiller doyen rapporteur, M. Pronier, conseiller, Mme Guilguet-Pauthe, avocat général, Mme Berdeaux, greffier de chambre ;

Sur le rapport de M. Mas, conseiller doyen, les observations de la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat de Mme Blandin et des 28 autres demandeurs, de la SCP Nicolaÿ, de Lanouvelle et Hannotin, avocat de la société Aéroports du Grand Ouest, l'avis de Mme Guilguet-Pauthe, avocat

général, auquel, les parties invitées à le faire, n'ont pas souhaité répliquer, et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Attendu que Mme Blandin et 28 autres personnes ont formé un pourvoi contre l'ordonnance d'expropriation du 18 janvier 2012 par laquelle le juge de l'expropriation du département de Loire-Atlantique a ordonné le transfert, au profit de la société Concessionnaire "Aéroport du Grand Ouest" agissant pour le compte de l'Etat, de la propriété de parcelles leur appartenant ;

Sur le premier moyen, ci-après annexé :

Attendu que le moyen tiré d'une cassation par voie de conséquence de l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue est, du fait du non-lieu à transmission de la question préjudicielle visant l'inconstitutionnalité de ce texte, prononcé par arrêt du 10 juillet 2012, devenu sans objet ;

Sur le deuxième moyen :

Attendu que les demandeurs sollicitent l'annulation de l'ordonnance d'expropriation par voie de conséquence de l'annulation par la juridiction administrative de l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011 ;

Attendu que la solution de ce recours administratif commandant l'examen du premier moyen du pourvoi et aucune décision irrévocable en ce qui le concerne n'ayant été portée à la connaissance de la cour de cassation, il y a lieu de radier l'affaire ;

PAR CES MOTIFS :

Dit que le pourvoi n° P 12-16.965 sera radié ;

Dit qu'il sera rétabli au rang des affaires à juger, à la requête, adressée au président de la troisième chambre civile, par la partie la plus diligente, notifiée par celle-ci aux autres parties et après production de la décision irrévocable intervenue sur le recours formé devant la juridiction administrative ou de la décision constatant le désistement de l'instance dont a été saisie cette juridiction ;

Réserve les dépens ;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, troisième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du vingt-neuf janvier deux mille treize.

MOYENS ANNEXES au présent arrêt

Moyens produits par la SCP Fabiani et Luc-Thaler, avocat aux Conseils, pour Mme Blandin et 28 autres demandeurs.

PREMIER MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat des immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à Mme Marie Madeleine BLANDIN épouse GARNIER, Mme Marie-Annick ABRAHAM épouse BUGEL, Mme Marguerite FOURAGE épouse BIZEUL, M. Joël BIZEUL, Mme Bernadette GAUDIN épouse DURAND, M. Bernard BON, M. Pierre FERRE, M. Alphonse FRESNEAU, Mme Béatrice FRESNEAU, M. Dominique FRESNEAU, M. Patrick FRESNEAU, M. Régis FRESNEAU, Mme Valérie FRESNEAU épouse GUITTON, Mme Anne FRESNEAU épouse SARZEAUD, Mme Marguerite GAUDIN épouse FRESNEAU, Mme Nathalie FRESNEAU épouse ROUSSET, M. Pascal FRESNEAU, M. Sylvain FRESNEAU, M. Jean-Paul FORTUN, Mme Bernadette CHEVALIER épouse FORTUN, M. Paul Alphonse Marie Ange FORTUN, Mme Chantal Ruiz épouse ARMENAUD, M. Daniel LE FEUVRE, M. Robert SOTIN, Mme Sylvie CARRIER épouse THEBAULT, M. Marcel THEBAULT, M. Bruno VIAUD, Mme Denise GUILLEMINEAU épouse BIZEUL, Mme Georgette LE ROY épouse BON ;

ALORS QUE l'abrogation par le Conseil constitutionnel de l'article L. 12-1 du code de l'expropriation sur le fondement duquel l'ordonnance attaquée a été rendue et qui ne manquera d'être déclarée contraire tant à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen qu'aux articles 2 et 17 de la même Déclaration, entraînera l'annulation de ladite ordonnance pour perte de fondement juridique.

DEUXIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat des immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à Mme Marie Madeleine BLANDIN épouse GARNIER, Mme Marie-Annick ABRAHAM épouse BUGEL, Mme Marguerite FOURAGE épouse BIZEUL, M. Joël BIZEUL, Mme Bernadette GAUDIN épouse DURAND, M. Bernard BON, M. Pierre FERRE, M. Alphonse FRESNEAU, Mme Béatrice FRESNEAU, M. Dominique FRESNEAU, M. Patrick FRESNEAU, M. Régis FRESNEAU, Mme Valérie FRESNEAU épouse GUITTON, Mme Anne FRESNEAU épouse SARZEAUD, Mme Marguerite GAUDIN épouse

FRESNEAU, Mme Nathalie FRESNEAU épouse ROUSSET, M. Pascal FRESNEAU, M. Sylvain FRESNEAU, M. Jean-Paul FORTUN, Mme Bernadette CHEVALIER épouse FORTUN, M. Paul Alphonse Marie Ange FORTUN, Mme Chantal Ruiz épouse ARMENAUD, M. Daniel LE FEUVRE, M. Robert SOTIN, Mme Sylvie CARRIER épouse THEBAULT, M. Marcel THEBAULT, M. Bruno VIAUD, Mme Denise GUILLEMINÉAU épouse BIZEUL, Mme Georgette LE ROY épouse BON ;

AU VISA de : « l'arrêté du 13 septembre 2011 du Préfet de la Région des pays de la Loire, Préfet de Loire Atlantique ayant déclaré cessibles immédiatement pour cause d'utilité publique, les immeubles, portions d'immeubles et droits réels immobiliers sis sur les communes de Faye de Bretagne, Grand champs des Fontaines, Malville, Notre Dame des Landes, Treillières et Vigneux de Bretagne, désignés sur l'état parcellaire annexé audit arrêté » ;

ALORS QUE l'annulation à intervenir l'arrêté de cessibilité du 13 septembre 2011, lequel a été frappé d'un recours pour excès de pouvoir actuellement pendant devant le Tribunal administratif de Nantes (Production n°2), privera l'ordonnance attaquée de base légale et entraînera, par voie de conséquence, son annulation en application des articles L. 11-8 et L. 12-1 du code de l'expropriation.

TROISIEME MOYEN DE CASSATION

Il est fait grief à l'ordonnance attaquée d'AVOIR prononcé l'expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la société concessionnaire AÉROPORT DU GRAND OUEST (AGO) agissant pour le compte de l'Etat des immeubles, parties d'immeubles et droits réels immobiliers appartenant à Mme Marie Madeleine BLANDIN épouse GARNIER, Mme Marie-Annick ABRAHAM épouse BUGEL, Mme Marguerite FOURAGE épouse BIZEUL, M. Joël BIZEUL, Mme Bernadette GAUDIN épouse DURAND, M. Bernard BON, M. Pierre FERRE, M. Alphonse FRESNEAU, Mme Béatrice FRESNEAU, M. Dominique FRESNEAU, M. Patrick FRESNEAU, M. Régis FRESNEAU, Mme Valérie FRESNEAU épouse GUITTON, Mme Anne FRESNEAU épouse SARZEAUD, Mme Marguerite GAUDIN épouse FRESNEAU, Mme Nathalie FRESNEAU épouse ROUSSET, M. Pascal FRESNEAU, M. Sylvain FRESNEAU, M. Jean-Paul FORTUN, Mme Bernadette CHEVALIER épouse FORTUN, M. Paul Alphonse Marie Ange FORTUN, Mme Chantal Ruiz épouse ARMENAUD, M. Daniel LE FEUVRE, M. Robert SOTIN, Mme Sylvie CARRIER épouse THEBAULT, M. Marcel THEBAULT, M. Bruno VIAUD, Mme Denise GUILLEMINÉAU épouse BIZEUL, Mme Georgette LE ROY épouse BON ;

AU VISA de :

« Vu le registre d'enquête parcellaire coté et paraphé, ouvert à la mairie de Notre Dame des Landes le 24 novembre 2010 et clôturé le 10 décembre 2010 à 12 h pour recevoir les observations du public pendant la durée de l'enquête, du 24 novembre 2010 au 10 décembre 2010, des permanences de la commission d'enquête étant assurées :

27 novembre de 9 h à 12 h

3 décembre de 9 h à 12 h 15

10 décembre de 9 h à 12 h

(...)

Vu les conclusions du 24 janvier 2011 de la commission d'enquête, contenant son avis favorable ».

ALORS QUE l'article 12-1 du Code de l'expropriation prévoit que l'ordonnance d'expropriation est rendue au vu des pièces constatant que les formalités prescrites par le Code de l'expropriation ont été accomplies et que l'article R. 12-1-5° dudit Code dispose que le Préfet transmet au juge de l'expropriation le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire de sorte que l'ordonnance contestée, qui ne vise, ni ne constate que le procès-verbal établi à la suite de l'enquête parcellaire figure au titre des pièces transmises au juge de l'expropriation, a été rendue en méconnaissance de ces dispositions et encourt l'annulation pour vice de forme.